



Africa Europe Faith and Justice Network *Réseau Afrique Europe Foi et Justice*

ECHOS D'AEFJN

N. 10 – avril 2014

www.aefjn.org

aefjn@aefjn.org

DU BUREAU D'AEFJN

Les directives volontaires : outil précieux ou façade ?

Parmi les préoccupations sur l'accaparement des terres et le manque correspondant de réglementation, la société civile du monde entier a insisté pour davantage de réglementation, ce qui a conduit à l'approbation, en 2012, des directives volontaires de la FAO (DV), par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. L'objectif des DV est de servir de référence pour la gouvernance des terres, afin de réaliser le droit à l'alimentation. Les DV mentionnent que les exploitations familiales à petite échelle, qui sont les producteurs de nourriture les plus importants dans les pays en développement, doivent être soutenues et que leurs droits de propriété doivent être garantis. Les DV contiennent un certain nombre d'éléments positifs, cependant ils restent un outil volontaire. Toutefois des initiatives visant à améliorer la sécurité alimentaire, comme la nouvelle alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition, continuent à favoriser l'agro-industrie à grande échelle, tout en augmentant la pression sur les terres fertiles et les systèmes fonciers locaux. A cette lumière, il est improbable que les DV soient largement mis en œuvre, s'ils ne sont pas inclus dans une législation contraignante gouvernant les investissements agricoles. [En savoir plus](#)

A LA UNE

La "carte du milliard de dollars" sous apparence de bien

On estime que 30 pays d'Afrique sub-saharienne sont remarquablement riches en ressources naturelles et qu'ils détiennent 30% des réserves naturelles mondiales d'uranium, de platine, de diamants et d'or. De plus, le continent a beaucoup de réserves de pétrole, de charbon et de gaz naturel. Malgré cette richesse, 50% de sa population vit sous le seuil de pauvreté. La Banque Mondiale veut renverser cette situation en créant une carte des ressources naturelles en Afrique, qui aiderait à mieux connaître la valeur réelle de leurs ressources naturelles, de sorte que les pays puissent réaliser de meilleures transactions dans leurs négociations. Cependant, ce n'est pas uniquement le manque d'informations qui fait perdre des millions de dollars chaque année, mais un ensemble de problèmes causés entre autres par un manque de transparence dans les négociations, un système fiscal injuste, l'abus des sociétés transnationales qui opèrent dans des pays en développement, la corruption ou des infrastructures inadéquates. Augmenter la circulation d'argent entre les pays africains n'est pas la solution pour un projet ambitieux de développement en Afrique, mais un échantillon d'avarice. [En savoir plus](#)

AFRIQUE

Le Sommet UE-Afrique de Bruxelles, une chance manquée pour un partenariat plus fort

Des représentants de 54 Etats africains et 28 Etats européens se sont rencontrés à Bruxelles les 2 et 3 avril pour le quatrième Sommet UE-Afrique. La réunion avait un ordre du jour très large sous le titre « Investir dans les personnes, la prospérité et la paix » mais elle n'a pas produit de résultats. Malgré les nombreux changements que les deux continents ont expérimentés au cours de la dernière décennie, les attitudes

n'ont pas changé et les deux continents ont des difficultés à agir comme des 'partenaires'. Cependant le contexte géopolitique est en train de changer et l'Afrique a manqué son opportunité d'être plus forte en parlant d'une seule voix, tandis que l'Europe a manqué l'opportunité de cesser d'être un donateur pour devenir un partenaire égal et être plus attentive aux besoins de développement de l'Afrique. Le Sommet a manqué la chance de traiter des questions comme le maintien de la croissance de l'Afrique ; le rôle du continent dans l'arène internationale ; l'intégration du marché en Afrique ; les conflits nationaux et régionaux ; les conséquences du printemps arabe ; la démocratie ; le régime de la loi ; la gouvernance ; et les droits humains en Afrique. La Déclaration sans calendrier clair, est essentiellement une série de vœux pieux. [En savoir plus](#)

AGISSEZ

Lettre aux candidats au Parlement Européen

En mai 2014, les citoyens européens éliront leurs représentants au Parlement Européen pour une période de 5 ans. Les décisions du Parlement Européen ont des conséquences, non seulement pour les Européens mais à travers le monde et spécialement dans les pays en voie de développement. AEFJN a élaboré une lettre adressée aux candidats au Parlement Européen, les invitant à travailler pour des politiques de l'UE plus justes pour l'Europe et pour l'Afrique. Si vous êtes citoyen(ne) européen(ne), veuillez envoyer la lettre à au moins 3 candidats (les têtes de liste de 3 partis différents) de votre pays, pour vous assurer que les politiques de l'UE qui exercent un impact sur l'Afrique soient incluses dans leurs campagnes et leurs engagements. Vous pouvez envoyer la lettre en votre propre nom ou au nom de votre congrégation (province, communauté). Veuillez adapter la lettre à votre propre réalité, en remplissant les lignes jaunes entre crochets []. [En savoir plus](#)

DES VOIX DU RESEAU

Visite du Secrétariat d'AEFJN à l'Antenne du Cameroun

Sr. Begoña Iñarra, Secrétaire exécutive d'AEFJN a visité l'antenne 'Foi et Justice Cameroun' (FJ-Cam) du 1^{er} au 17 mars 2014. Avec une équipe de FJ-Cam, elle a visité des sites d'exploitation des ressources naturelles, a eu des rencontres avec des associations chrétiennes : Justice et Paix, Caritas, FJ-Cam, Inades ; et avec d'autres associations : le Centre pour l'Environnement et le développement (CED) et Action paysanne (AP) qui ont tourné surtout autour du foncier, l'accaparement des terres, les difficultés des agriculteurs familiaux, l'accès et la qualité des médicaments, l'exploitation des ressources naturelles et les conséquences de tout cela sur la population, ses luttes et ses difficultés. La question des droits humains : immigrés de la Rép. Centrafricaine, malnutrition, corruption, violation des droits des Baka (pygmées), droits des prisonniers furent abordés avec les communautés religieuses et les 'observateurs' de FJ-Cam dans différentes provinces. Sr. Begoña présenta aussi aux supérieurs majeurs le réseau d'AEFJN et le Manuel d'AEFJN sur la Justice économique et elle anima une journée sur le leadership. [En savoir plus](#)

Visite à l'Assemblée Générale de l'Antenne de France

Le 11 mars 2014, Gino Brunswijck du Secrétariat d'AEFJN à Bruxelles a participé à l'Assemblée Générale de l'Antenne de France. La journée commença par une présentation intéressante sur la sécurité alimentaire par le Secours Catholique de France, suivie d'un échange de vues entre les participants. L'après-midi, Renée Mouazan a présidé l'Assemblée Générale. Puis, Gino a introduit le phénomène de l'accaparement de terres et la campagne appelant à un moratoire sur les acquisitions de terres à large échelle. Il a expliqué comment les Antennes peuvent contribuer à la campagne au niveau national et l'importance pour les congrégations de relayer la campagne auprès de leurs communautés en Afrique. Des questions ont été soulevées à propos de la campagne. Les participants voyaient la nécessité de faire une telle campagne sur un phénomène qui affecte la vie de millions d'Africains. [En savoir plus](#)

VIDEOS

[Olivier De Schutter : l'accaparement des terres](#)

Un extrait de vidéo d'un entretien avec Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. (1m30)

[Kezeco: Afrique, paradis des entreprises ? Arte info](#)

Vidéo sur comment les entreprises qui investissent en Afrique ne paient guère de taxes et en même temps versent *des salaires de misère* à leurs employés. (3m)